

Livres

Numéro 786, septembre–octobre 2016

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/83191ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

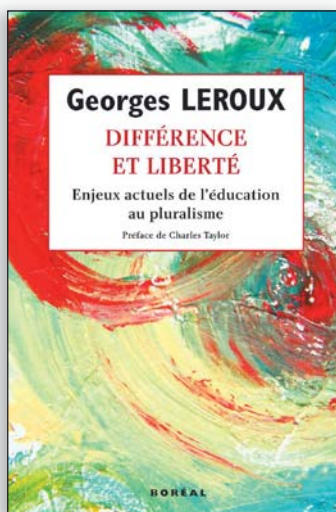
(2016). Compte rendu de [Livres]. *Relations*, (786), 45–48.

Différence et liberté Enjeux actuels de l'éducation au pluralisme

GEORGES LEROUX
Montréal, Boréal, 2016, 360 p.

Dix ans après avoir publié *Éthique, culture religieuse, dialogue* (Fides, 2007), le philosophe Georges Leroux poursuit sa réflexion sur les enjeux actuels de l'éducation au pluralisme. Si le premier livre relevait davantage du manifeste, en nous conviant à accueillir le programme d'éthique et culture religieuse (ECR), alors en chantier, qui mettait la notion de pluralisme et ses valeurs de l'avant, le présent ouvrage s'inscrit cette fois dans un approfondissement philosophique de cette notion tout en prenant la mesure des problèmes qui se sont posés depuis l'implantation de ce nouveau cours. Soutenant qu'il ne faut pas voir le pluralisme comme un obstacle mais comme une richesse, l'auteur défend un humanisme de la différence dont les trois compétences du cours d'ECR seraient un relais essentiel.

D'entrée de jeu, Leroux revient sur la controverse entourant la genèse de ce cours et affirme que les principaux détracteurs du programme d'ECR avaient en commun une certaine méconnaissance du pluralisme : des parents catholiques fondamentalistes associaient le cours à une forme de relativisme niant la liberté de conscience ; des militants laïques y voyaient du prosélytisme déguisé ; des penseurs nationalistes lui reprochaient un angle multiculturaliste qui affaiblirait l'identité québécoise. Le philosophe rappelle que l'éducation au pluralisme fait partie de la mission de socialisation de l'école et il consacre tout un chapitre à clarifier le concept. Ainsi, bien que relativisme et pluralisme aient en commun la diversité, le pluralisme normatif, dans la perspective de Leroux, doit être pensé dans l'horizon d'un vivre-ensemble passant par une culture partagée. Et cette culture publique commune, dans le contexte québécois, passe notamment par la prééminence des droits et des libertés. Elle est aussi l'objet d'importants enjeux



de transmission, auxquels l'épilogue du livre est consacré.

Par ailleurs, à ceux qui reprochent la présence d'une composante liée à la religion au sein du cursus scolaire, l'auteur réplique que le fait que l'école québécoise ait rompu avec l'ère confessionnelle ne signifie pas qu'elle doive reléguer aux oubliettes toute connaissance sur ce sujet. Il précise qu'une des compétences du cours, *développer une compréhension du phénomène religieux*, renvoie à la religion en tant que répertoire symbolique, un fait historique et culturel qui ne suppose aucunement l'adhésion ou la croyance, car il s'agit d'aller à la rencontre de l'autre pour mieux le comprendre et non pour le juger.

Le pluralisme moral, qui est distinct du pluralisme religieux, est au cœur d'une autre compétence du cours : *réfléchir sur des questions éthiques*. Cela passe par la formation du raisonnement éthique qui suppose l'apprentissage des principes rationnels afin de pouvoir délibérer sur les options sous-jacentes aux différentes conceptions de la vie bonne qui s'offrent à nous aujourd'hui. Ce pluralisme moral est distinct du relativisme, car si ce dernier a tendance à éteindre le dialogue, le pluralisme vient au contraire le nourrir. Il ne « doute pas de la possibilité de progresser rationnellement, par le moyen de l'éthique, vers une morale rationnelle, mais il invite à constater qu'historiquement celle-ci n'est jamais achevée, et à tenir compte de la pluralité pour enrichir la réflexion éthique » (p. 156). Un exemple pédagogique de cette réflexion en commun serait la pratique de la philosophie pour enfants inspirée du philosophe pédagogue américain Matthew Lipman.

Dans cet esprit, la troisième compétence du cours, *pratiquer le dialogue*,

n'est pas qu'une simple habileté instrumentale. Le dialogue est intrinsèquement relié au pluralisme et à la démocratie, car c'est par cette matrice du vivre-ensemble que les deux finalités du cours – l'ouverture à l'autre et la poursuite du bien commun – s'actualisent mutuellement. L'apprentissage de la démocratie passe donc par l'apprentissage du dialogue, mais cette compétence fondamentale a des visées différentes selon qu'elle est associée à la compétence éthique ou à la compétence de culture religieuse.

En terminant, je serais tentée de rajouter que la « commande » est fort ambiguë pour le cours d'ECR, qui ne dispose que d'un créneau horaire très restreint comparativement à d'autres matières. Ce cours est un creuset et le fer de lance de l'éducation au pluralisme, mais il ne peut être le seul à en porter l'exigence dialogique. Les finalités citoyennes que sont l'ouverture à l'autre et la poursuite du bien commun ne devraient-elles pas imprégner et interpeller davantage le projet éducatif de chaque institution, notamment par le travail interdisciplinaire et les activités hors classe ? Comme le dirait Leroux à la suite de Dewey, « nos écoles ne sont pas seulement un prélude à la vie démocratique adulte : elles sont déjà entièrement pénétrées par les idéaux démocratiques ». Il faut donc « ouvrir toutes grandes les fenêtres de l'école » (p. 55-56). Ce livre y contribue magistralement.

Anne-Marie Claret

Les radicaux libres

JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Montréal, Lux, 2016, 216 p.

« Le bonheur des pensées simplètes est qu'elles sont particulièrement faciles à élaborer. Notre malheur est qu'elles ne sont pas toujours faciles à bousculer une fois bouloignées dans l'esprit de ceux qui ont hélas la charge d'incarner la conscience d'un État. » C'est ainsi que Jean-François Nadeau exprime sa critique de la pensée des grandes figures de la droite politique, de Margaret Thatcher à Stephen Harper en passant par Ronald Reagan, la micro-dynastie Bush et leurs maîtres à penser de l'École

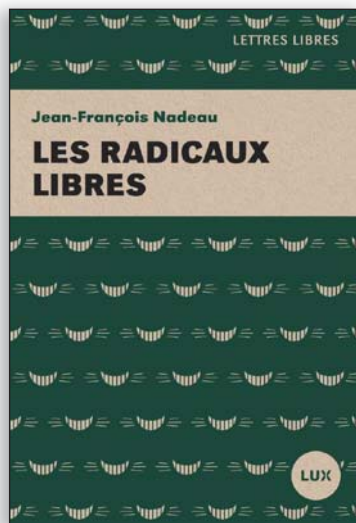
de Chicago. Dès les premières pages, le ton est donné pour les lecteurs qui ne sont pas familiers avec la chronique régulière que signe l'auteur dans *Le Devoir*.

Qu'il les aime ou qu'il les déteste, Nadeau demeure fasciné par les «radicaux». Biographe de Pierre Bourgault dans un ouvrage éponyme (Lux, 2007), il s'est aussi penché sur le cas d'Adrien Arcand dans le volumineux *Adrien Arcand, führer canadien* (Lux, 2010), en plus d'être un grand amateur des écrits pamphlétaires signés par des plumes aussi vives que celle des Jules Fournier, Olivar Asselin et Arthur Buies. Lui-même un farouche libre-penseur, ses écrits sont ancrés dans une riche tradition de journalisme d'opinion fondée sur la rigueur intellectuelle, aux antipodes de la tendance actuelle de l'opinion-minute.

L'ouvrage de l'historien, essayiste et journaliste va bien au-delà d'une simple collection de ses chroniques publiées dans *Le Devoir*. Plusieurs de ces textes ont été considérablement modifiés, l'auteur se permettant de développer davantage sa pensée. Il a également ajouté des écrits provenant de collaborations à des revues, des colloques et des émissions de radio, en plus de quelques inédits.

Un des grands talents de Nadeau est de se servir efficacement des nombreuses leçons que nous sert l'histoire pour étayer ses positions et dresser d'intéressants parallèles avec des enjeux contemporains. À travers ses textes, il fait vivre et revivre des personnages qui ont façonné l'histoire québécoise, d'Octave Crémazie à Camilien Houde en passant par Gabrielle Roy et Claude-Henri Grignon. Pour lui, les récits du passé éclaireront le présent. Dans «Napoléon», par exemple, il revient sur la fascination des hommes de pouvoir du Québec pour l'Empereur. «Pour nombre de politiciens et d'hommes d'affaires, Napoléon représente le triomphe de la volonté, l'être à qui l'on pardonne ses abjections parce que, le sabre dans une main, il arrive à faire croire qu'il tient la liberté dans l'autre», écrit-il, revenant sur sa lecture du *Mythe de Napoléon au Canada français*, du sénateur Serge Joyal et citant des exemples bien de chez nous, de Pierre Elliott Trudeau à Paul Desmarais.

La plume de Nadeau est d'une richesse peu commune. Non seulement



regorge-t-elle de références historiques et culturelles méconnues, mais elle dévoile également un sens de la formule tout aussi unique dans le paysage médiatique québécois. Dans «L'écologie béton», il dénonce ainsi la petitesse d'esprit de nos dirigeants politiques en dressant un parallèle avec le mythe ancien de l'Arcadie, écrivant qu'il a toujours voulu croire «que nous sommes liés à une époque si ancienne que les hommes descendent forcément des chênes», ajoutant que «si l'humanité aspire à un peu de la grandeur et de la hauteur de ces arbres majestueux, pourquoi s'efforce-t-on sans cesse ici de nous rendre si petits?»

Le format *recueil* n'empêche nullement l'élaboration d'une trame et d'une continuité fidèles aux thèmes et aux sujets chers à Jean-François Nadeau – l'histoire, la politique, la culture et les nombreux enjeux de société qui animent l'actualité quotidienne, notamment, à forte raison, la critique des politiques d'austérité du gouvernement de Philippe Couillard. Dans le texte qui a donné le titre du livre, il revient sur l'affection que porte l'actuel premier ministre du Québec à l'idéologie néolibérale, incarnée par des lectures de chevet comme *The Fourth Revolution* de John Micklethwait et Adrian Wooldridge, de la revue *The Economist*.

On devine, à la lecture de ces textes, que Nadeau déteste la langue de bois. Et c'est dans cet esprit que ce livre se veut aussi, en quelque sorte, un plaidoyer pour une libre-pensée plus répandue, nécessaire en ces temps d'incertitude, d'explosion du populisme de droite et d'expansion de la pensée monolithique.

Car toute radicalité n'est pas nécessairement mauvaise.

Martin Forgues

Pour un suicide des intellectuels

MANUEL CERVERA-MARZAL
Paris, Textuel, 2016, 144 p.

Lire Manuel Cervera-Marzal, c'est se laisser bercer par une plume élégante, accessible, souffrant à l'occasion d'accents prophétiques, mais généralement agréable. Dans ce livre, il nous propose d'œuvrer au «suicide collectif» des intellectuels, compris dans une perspective sociologique comme catégorie sociale. Les intellectuels n'ont pas toujours existé. Il s'agit d'un groupe social historiquement situé, qui a acquis une relative autonomie alors que s'établissait un certain degré de division sociale du travail. Souhaiter la fin de cette catégorie sociale d'individus rémunérés pour faire usage de leur intellect n'est pas s'opposer à l'intelligence, au contraire : c'est reconnaître qu'il existe des intellectuels bêtes et de brillants non-intellectuels. Les intellectuels, comme catégorie sociale, sont donc pour M. Cervera-Marzal des gens qui disposent de privilèges symboliques (une présomption d'intelligence à laquelle peut s'associer une forme d'autorité) et économiques qu'il s'agirait, à terme, d'abolir au bénéfice de la société. Cette abolition en implique une autre, plus fondamentale, celle de la division sociale du travail entre «exécution et réflexion».

L'auteur estime que les intellectuels auraient tout intérêt à lever cette division, car «l'intellectuel amputé de son corps se sépare de son monde» (p. 43). Il faudra donc réhabiliter les «sales boulots», dont l'indignité ne proviendrait que de constructions sociales reflétant les rapports de domination. Mais il y a plus : l'abolition de la «classe intellectuelle» par la démocratisation de la «fonction d'intellectuel» permettrait peut-être de tracer une troisième voie entre «la dégradation des conditions du travail intellectuel et la restauration du magistère d'une élite spirituelle» (p. 56). À partir de ce point, l'objectif étant défini, il reste à Cervera-Marzal le soin de déterminer par quels moyens les intellectuels pourront l'atteindre. Cette partie se révèle la moins convaincante. Elle n'en vaut pas

moins, toutefois, la lecture : les rapports complexes qu'entretiennent la domination, l'émancipation et l'écriture méritent l'examen succinct proposé par l'auteur. Écrire pour libérer serait « emprunter la langue de l'ennemi [bourgeois] » pour la retourner contre les dominants. Le « roman démocratique » et la théorie critique seraient les modèles de cette écriture. Mais le développement de la théorie critique serait entravé par la fragmentation de la connaissance en diverses disciplines.



Ce motif fonde une critique de « l'intellectuel spécifique », figure promue par Michel Foucault, qui privilégie l'autonomie savante, la spécialisation du chercheur sur des thèmes spécifiques et l'intervention politique ciblée. Pour l'auteur, cette figure de l'intellectuel

contribue à l'éclatement des savoirs. Il appelle plutôt de ses vœux un intellectuel qui chercherait une connaissance « globale » des problèmes pour mieux les abolir. Cette connaissance globale serait atteinte par le moyen du travail d'équipe, aucun individu ne pouvant y parvenir seul. Je noterai mon désaccord avec l'auteur sur un point : à mon avis, c'est bien l'intellectuel spécifique qui, sensible à ses limites, peut le mieux créer les conditions propices au travail collectif. On s'accordera en revanche avec l'auteur sur le fait que l'influence des intellectuels sur le cours des choses est nécessairement

limitée, qu'ils ne peuvent se substituer aux mouvements sociaux. Mais sans doute, armé de ses compétences propres, l'intellectuel peut-il, comme le suggère l'auteur, démontrer que personne n'a de monopole sur la vérité.

Quoi qu'il en soit, l'idée du « suicide des intellectuels » peut être vue comme une réponse au déficit de légitimité des intellectuels dans la sphère publique. « Restaurer le goût du travail intellectuel » (p. 139) auprès du plus grand nombre, c'est encore offrir les meilleurs moyens de briser le monopole du discours détenu par les démagogues qui dominent actuellement dans les médias.

Bernard Ducharme

Les Arabes, leur destin et le nôtre Histoire d'une libération

JEAN-PIERRE FILIU

Paris, La Découverte, 2015, 262 p.

Cet essai de Jean-Pierre Filiu, historien du Moyen-Orient, enseignant à Sciences Po à Paris, retrace l'histoire arabe des 200 dernières années afin de mieux comprendre le présent de la région, ses rêves brisés et ses espoirs toujours vivants. La thèse originale de l'auteur consiste à situer les soulèvements du printemps arabe non pas comme une exception imprévisible dans une région en apparence dominée par

l'obscurantisme, mais comme la poursuite d'une quête culturelle et politique de liberté endogène aux sociétés arabes initiée au début du XIX^e siècle et qui porte le nom de *Nahdah*. Cette quête des Lumières arabes, tantôt réprimée par les pouvoirs coloniaux, tantôt par des régimes autoritaires soutenus par les Soviétiques ou les Occidentaux, n'a eu de cesse de reculer pour mieux réémerger périodiquement, le printemps arabe étant sa dernière manifestation.

En quoi consiste cette quête ? Initiée à la suite de la campagne de Napoléon en Égypte (1798-1801), la *Nahda* se veut, selon Filiu, une entreprise de renaissance politique et culturelle autour des trois pôles que forment l'Égypte, la Tunisie et le Levant. Alors que l'Égypte procède sous Mehemet Ali à une modernisation par le haut, instituant une armée, une bureaucratie, une industrie et une agriculture modernes, la Tunisie est le premier État arabe à adopter une constitution en 1861, séparant pouvoirs religieux et politique. Simultanément, la multiplication des journaux arabes dans le dernier quart du XIX^e siècle, en particulier sous l'impulsion des chrétiens d'Orient, amène un essor inégalé des échanges entre intellectuels de différentes régions. Soucieux d'équilibrer les apports de l'Occident et des cultures locales, des figures comme Kawakibi, Abduh et Rida retiennent l'idée de nation pour libérer les provinces arabes du joug ottoman et proposer simultanément un retour renouvelé à l'islam.

Dans les faits, ce sont la France et la Grande-Bretagne, par leur mainmise sur la région, qui viennent bloquer ces dyna-

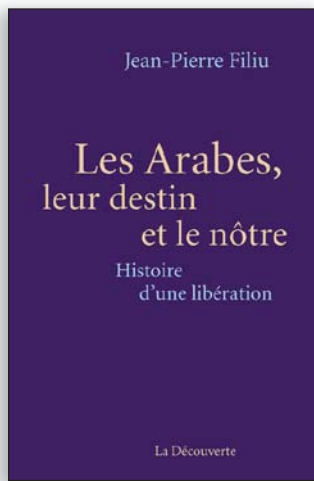


miques modernisatrices. Que l'on pense à la conquête de l'Algérie, aux accords Sykes-Picot ou à la déclaration Balfour, puis à l'établissement des mandats français et britanniques au Moyen-Orient, en 1920, en contradiction avec la correspondance Hussein-McMahon promettant un califat arabe après la Première Guerre mondiale, les rêves d'indépendance sont repoussés un à un. C'est dans la violence impériale que sont réprimées les manifestations civiques contestant la domination britannique en Égypte et en Irak, tout comme est renversé par la France le nouveau gouvernement de Faysal en Syrie, en 1920. Cet impérialisme aura pour conséquence, selon Filiu, de freiner l'émergence subséquente de mouvements nationaux pacifistes et démocratiques au profit d'élites militaristes et autoritaires dont la brutalité répond à celle des autorités coloniales. Filiu note que « Un siècle plus tard, nous payons encore, en termes de "retombées" des crises moyen-orientales, le prix de notre décision de soumettre les Arabes plutôt que de nous [les Occidentaux] les associer » (p. 66).

La suite de l'histoire, en résumé, est un mélange de la poursuite de cette neutralisation initiale de la *Nahda* par les pouvoirs coloniaux, tout comme par des élites autoritaires de diverses allégeances, et des tentatives récurrentes des peuples pour faire respecter leurs droits.

L'affrontement entre nationalistes et islamistes, à compter des années 1970, y change peu de chose, sinon qu'il radicalise des positions séculières et religieuses à l'origine conciliables, au moment même où le rejet des Occidentaux, entre autres alliés inconditionnels d'Israël, se fait de plus en plus marqué. Filiu plaide en conclusion pour une compréhension des sociétés arabes dans leur historicité et dans l'unité de leur quête. Ceci requiert une politique occidentale cohérente au Moyen-Orient, qui ne soit pas guidée par les intérêts des dominants (maintenir la « stabilité » en soutenant des dictateurs, par exemple), mais bien par le respect des droits humains.

En somme, cet essai est important ne serait-ce que pour comprendre que les conflits et les guerres qui déchirent cette région n'ont rien d'immémorial. Ils sont,



au contraire, le résultat d'interventions – ou du refus d'intervenir – des Occidentaux, qui ont pour effet de livrer cette région à un sentiment d'impuissance individuel et collectif qui conduit parfois aux pires violences.

Michaël Séguin

Les avenues de la foi Entretiens avec Jonathan Guilbault

CHARLES TAYLOR
Montréal, Novalis, 2015, 176 p.

Charles Taylor, le grand philosophe québécois de réputation internationale, décrit dans ce livre d'entretiens l'influence que cinq auteurs ont eue sur sa pensée : le philosophe Maurice Merleau-Ponty, les poètes Friedrich Hölderlin et Charles Baudelaire, le romancier Fiodor Dostoïevski et le théologien dominicain Yves Congar. Les questions bien documentées de Jonathan Guilbault invitent Taylor à une analyse fine de la pensée de ces auteurs qui ont marqué son parcours intellectuel, tout en les situant dans leur contexte historique. Ce faisant, il réussit ce que peu de philosophes, malheureusement, arrivent à faire : montrer toute la pertinence des débats philosophiques dans la vie des gens ordinaires.

Dès le début de sa formation universitaire, Charles Taylor, convaincu du mystère de la vie humaine, n'adhérait pas au courant philosophique qui dominait à l'époque et qui tendait à réduire l'existence à une perspective purement rationnelle ou scientifique. La découverte de l'œuvre du phénoménologue français Merleau-Ponty, avec laquelle il se sent

une profonde affinité, fut pour lui une révélation. Un grand penseur respectueux du caractère pluridimensionnel de la personne humaine réfutait brillamment ce type de théories réductrices, qu'elles soient matérialistes ou idéalistes. Car pour dire ce qui se passe dans la vie humaine et dans l'univers, les concepts clairs et bien définis ne suffisent pas. À cet égard, les poètes Hölderlin et Baudelaire, pour leur part, ont convaincu Taylor que la poésie est aussi une source de vérité, en exprimant ce que la pure raison ne peut saisir. Les explications du philosophe montréalais sont éclairantes et fascinantes, même si elles peuvent parfois être exigeantes.

Si dans son œuvre philosophique Taylor ne cache pas sa foi catholique, il ne développe pas pour autant sa pensée théologique. Ce qu'il fait cependant dans ce petit livre, d'abord en explicitant les implications, pour la compréhension de l'Évangile, des idées de Merleau-Ponty, de Hölderlin et de Baudelaire ; puis, dans les deux derniers chapitres portant sur Dostoïevski et le père Congar, en s'exprimant sur le sens de l'Évangile et de l'Église catholique. Pour Taylor, l'Évangile n'est pas un ensemble de vérités à croire, mais fondamentalement un message d'amour et de solidarité qui s'adresse aux humains dans leurs situations historiques concrètes, les appelant à discerner leur réalité à sa lumière. Y être fidèle ne consiste pas en la répétition d'un credo ni en l'observance d'un catéchisme, mais en le discernement du sens de l'Évangile aujourd'hui, de telle sorte que le croyant contribue à la libération du monde et à la construction d'une société plus juste. C'est ce que l'Église, par son attachement à des formes dépassées du catholicisme, a souvent oublié de faire, contribuant ainsi à jeter un voile sur l'Évangile. La mission de l'Église est au contraire d'être la mémoire vivante et toujours subversive de Jésus.

Ce petit livre d'entretiens sans prétention mais souvent lumineux nous ouvre ainsi à une pensée libératrice.

Gregory Baum

